

Le facalisme sera-t-il l'avenir du souverainisme ?

Joseph Facal a probablement quitté la politique pour mieux y revenir – dans un premier rôle. À la course à la direction du PQ en 2005, comme à celle de 2007, les journalistes ont spéculé autour de sa candidature. Aussi, on rencontre souvent dans le mouvement souverainiste des cadres et des militants qui s'avouent disposés à reprendre du service actif si Joseph Facal venait à en prendre la direction. Et ceux qui spéculent sur la création éventuelle d'un parti de « centre-droit » ont un jour ou l'autre espéré voir Joseph Facal en prendre la tête. On me pardonnera cette brève mise en contexte pour une raison simple : si, comme le disent les Américains, « *ideas have consequences* », celles de Joseph Facal risquent d'en avoir beaucoup dans les années à venir.

Et Joseph Facal ne manque pas d'idées. En fait, il fait parti de ces rares hommes politiques qui se sont fait connaître pour leurs convictions. Depuis ses déclarations de 2002 qui portaient sur la dégénérescence bureaucratique de la social-démocratie et, surtout, depuis sa signature en 2005 du manifeste *Pour un Québec lucide*, on devinait Facal porteur d'un ouvrage significatif. Ceux qui l'ont lu ces dernières années dans le *Journal de Montréal* l'ont aussi vu donner une importance croissante aux questions culturelles et identitaires, à travers une critique décomplexée du multiculturalisme qui a caractérisé la culture politique post-référendaire. *Quelque chose comme un grand peuple* se situe au croisement de ces deux préoccupations. Antoine Robitaille a pour cela, et avec raison, noté que ce livre se situait « au-delà des Lucides ». Si cet ouvrage est porteur d'une analyse en profondeur des principaux problèmes que rencontre aujourd'hui la société québécoise, il se double aussi d'une thèse forte, que Facal, à quelques reprises, assimile à une proposition de « redressement national ».

La question nationale est première chez Joseph Facal qui fait probablement parti de ces souverainistes qui n'ont adhéré au Parti québécois que pour son article un. Comme il l'écrit, « la question nationale n'est pas un problème à côté des autres problèmes, mais une problématique qui les traverse presque tous, parce qu'elle pose, au fond, la question du siège de l'autorité ultime^[1] ». On ne peut la neutraliser par décret théorique comme le souhaitent ceux qui veulent la mettre entre parenthèses pour se lancer dans la gestion provinciale de ce qu'ils nomment « les vrais problèmes ». À la question nationale, Facal voit comme réponse l'indépendance qui lui semble être « une exigence proprement existentielle si notre peuple ne veut pas se contenter d'un déclin collectif très en dessous de ses moyens » (p. 13). Il ajoute en plus que

s'il devenait un jour évident que la souveraineté ne se fera jamais et qu'elle n'est plus qu'un impossible rêve, si cette idée quittait pour de bon le domaine de l'espérance, le Québec francophone perdrait l'un des plus puissants ressorts de son dynamisme collectif, et le sentiment d'une immense et irrémédiable défaite collective qui s'installerait alors serait proprement accablant (p. 14).

L'indépendance selon Facal n'est pas un souverainisme aseptisé fonctionnant à une critique purement gestionnaire du fédéralisme canadien.

Facal plaide ainsi pour le réinvestissement de la lutte pour l'indépendance par une conscience historique porteuse d'une définition substantielle de l'identité nationale. On pourrait reprendre la formule de Jacques Beauchemin : le mouvement national doit aujourd'hui se réinvestir du vieux désir d'achèvement qui traverse la conscience historique québécoise. C'est probablement pour cela que Facal donne une telle importance à la question du multiculturalisme qui a déterminé en profondeur la culture politique post-référendaire et qui a entraîné la dissociation sur plus d'une décennie du souverainisme et du nationalisme, le premier devant apparemment se vider du second pour passer le test de la légitimité postmoderne, qui fait de la « diversité » l'horizon indépassable de la démocratie. Facal ne tolère pas l'idée d'un souverainisme dénationalisé – surtout, il en démontre brillamment l'absurdité. Facal reconnaîtrait probablement que le nationalisme québécois est aujourd'hui appelé à se redéfinir tout autant contre le fédéralisme canadien que contre l'idéologie multiculturaliste qui domine le Québec officiel. C'est d'ailleurs à condition de se recentrer sur les raisons fondamentales qui animent la lutte nationale que le souverainisme pourra redevenir une coalition cherchant moins à se positionner un peu à gauche et un peu à droite qu'au-delà de la gauche et de la droite.

D'ailleurs, malgré certaines prévenances de langage, Facal reconnaît aisément que le multiculturalisme n'est plus une exclusivité canadienne, mais qu'il traverse aujourd'hui toutes les sociétés occidentales. Le multiculturalisme n'est pas réformiste, il est révolutionnaire et dénature la démocratie en falsifiant son aspiration égalitaire. Facal situe très justement sa genèse dans le cadre de la mutation culturelle du marxisme qui a marqué en profondeur les transformations de la gauche depuis une quarantaine d'années (p. 96). Il invite les souverainistes à cesser de chercher un accommodement avec les théoriciens de la gauche multiculturelle. Même s'il ne le dit pas explicitement, une conscience aussi aigüe des origines du multiculturalisme ne l'amène probablement pas à croire possible ni nécessaire la recherche d'un terrain d'entente avec ses promoteurs. On doit moins débattre avec l'idéologie multiculturaliste qu'on doit la combattre – et plus particulièrement, on doit combattre « l'intelligentsia » qui en est la base sociale et on doit démanteler le dispositif technocratique qui en assure la production politique. J'ajouterais que la chose ne se fera pas sans rompre certaines alliances avec une partie de l'élite québécoise qui s'est historiquement affiliée au Parti québécois, mais qui l'a détourné de sa mission fondamentale. Il faudra sacrifier l'appui de quelques professeurs d'université pour regagner des centaines de milliers d'électeurs qui en appellent à une rupture avec le multiculturalisme.

Critique du multiculturalisme, Facal en reconnaît même la tentation autoritaire, très visible au moment de la Commission Bouchard-Taylor. C'est à ce moment que le parti multiculturaliste s'est dévoilé – un parti qui trouve ses assises principalement dans les milieux universitaires, médiatiques et technocratiques. Le multiculturalisme fonctionne à partir de la thèse suivante : une société qui ne consentirait pas à sa conversion à l'idéologie diversitaire dévoilerait une pathologie identitaire grave, qu'on associe souvent à un vieux fond xénophobe ou encore à une forme de racisme systémique. Au nom de « l'éducation au pluralisme », la gauche multiculturelle met en place un programme thérapeutique de transformation radicale de l'identité collective, piloté par l'expertocratie diversitaire. Facal livre pour cela une sérieuse critique du cours Éthique et culture religieuse (ECR) qui en est l'expression la plus radicale. Le débat autour du cours ECR situe bien la question fondamentale posée par le multiculturalisme : est-ce à la société d'accueil à se transformer en profondeur pour accueillir la « diversité » ou est-ce plutôt aux immigrés de prendre le pli identitaire de la société à laquelle ils se joignent ? Quoi qu'en pensent les amoureux du compromis à la québécoise, il n'y a pas de troisième voie entre ces deux positions. Facal dénonce à juste titre, d'ailleurs, l'inversion du devoir d'intégration

aujourd'hui portée par l'intelligentsia multiculturaliste.

Facal campe donc un nationalisme historique correspondant très certainement aux préférences politiques d'une majorité de Québécois, en rupture depuis un bon moment avec ses élites. Il suffit de penser à la crise des accommodements raisonnables et aux nombreux sondages d'opinion qui ont suivi pour confirmer cette exaspération légitime d'une majorité de Québécois devant la suffisance « cosmopolite » de leurs élites. Mais ce livre programme, qui formule une vision d'ensemble de la société québécoise, ne s'arrête pas à un plaidoyer pour le renouvellement du nationalisme – il l'articule aussi, on s'en doutait, à une critique d'un modèle québécois en crise dont Facal se veut le réparateur. Facal, autrement dit, donne une suite à son engagement dans l'aventure du Québec lucide et plaide pour une modernisation sociale-libérale du modèle québécois.

Il faut dire quelques mots de ce manifeste avant d'en dire plus sur la réflexion de Facal. Notre système médiatique a classé le Manifeste pour un Québec lucide « à droite », ce qui était un signe de l'inculture indéniable de ceux qui y exercent leur hégémonie – en plus de nous donner un bon indice de l'alignement à gauche du centre de gravité idéologique du Québec. Partout ailleurs en Occident, on aurait reconnu dans le *Québec lucide* une tentative de renouvellement interne de la social-démocratie correspondant dans les faits au centre-gauche social-libéral qui sait compter et qui sait que la générosité sociale-démocrate présuppose l'efficacité du capitalisme. On peut le dire autrement : Joseph Facal est encore un homme de gauche, une étiquette à laquelle il attache manifestement une grande valeur et qui évite bien des malheurs dans la tribu académique et médiatique. Réformateur libéral de la social-démocratie, attaché à la restauration d'un certain conservatisme culturel qu'il présente sous le signe des valeurs fondamentales sans lesquelles aucun ordre social ne parvient à se maintenir, Joseph Facal porte finalement une proposition aussi ferme que modérée sur la question sociale. L'objectif : mener une réforme approfondie du modèle québécois en le déprenant d'un universalisme si pesant qu'il a fait des programmes murs à murs une véritable religion, à tout le moins chez les gardiens de la social-démocratie la plus orthodoxe. La recherche d'une plus grande équité sociale ne devrait plus passer par un égalitarisme si entêté qu'il en vient souvent à se retourner contre lui-même en dégénérant dans une bureaucratie de l'égalité qui institutionnalise les factions, les intérêts corporatistes et les clientélismes plus ou moins avouables.

À la suite de Giddens, Facal note bien que le débat politique contemporain se tient moins entre la droite et la gauche qu'entre la gauche libérale et la gauche sociale, la première cherchant à moderniser la social-démocratie pour piloter son adaptation à la mondialisation, la seconde cherchant à maintenir une forme de providentialisme déphasé ne correspondant plus aux déterminants sociologiques et économiques de l'action collective (p. 277). On ne peut que lui donner raison dans la mesure où dans les sociétés occidentales en général et au Québec en particulier, le conservatisme ou ce qui passe pour tel s'est enfermé dans une forme de réformisme administratif que les analystes assimilent la plupart du temps au centre-droit. À la québécoise, on dira que les critiques du modèle québécois se formulent la plupart du temps à l'intérieur de ses paramètres. Mais contrairement à lui, on s'en désolera, dans la mesure où cette mise en scène du débat politique contemporain dans les paramètres exclusifs de la social-démocratie consacre aujourd'hui la mutation thérapeutique du modèle québécois. Or, la social-démocratie dans sa forme contemporaine s'accompagne de l'hégémonie d'une certaine expertocratie qui prétend piloter une transformation radicale des rapports sociaux – et pas seulement dans le domaine identitaire, d'ailleurs. D'ailleurs, Facal n'ignore probablement pas les conséquences de la mutation thérapeutique de l'État social et il en donne un bon exemple avec sa critique de la réforme scolaire. Il reproche ainsi à la réforme de proposer une vision avachie de l'école, sans culture ni connaissance, une école qui, dans l'égalitarisme le plus radical, en vient à inverser le rapport au savoir en transformant le professeur en accompagnateur et l'enfant en seul guide véritable de son « apprentissage ». Facal nous rappelle ainsi que la critique de l'école doit désormais se placer sur le terrain politique, et qu'elle ne

doit d'aucune manière être confisquée par l'expertocratie qui domine le ministère de l'Éducation.

Mais revenons au cœur de l'ouvrage, à la proposition qu'il formule. En fait, ce livre vient récapituler un travail intellectuel et politique qui prend forme au Québec depuis une décennie. Il en représente même un peu le point d'aboutissement. La synthèse intellectuelle qu'il propose rend possible la synthèse politique qui s'impose dans un Québec qui ressent de plus en plus profondément son impuissance politique. À travers cela, il cherche à fédérer les deux courants critiques qui traversent le Québec contemporain : un certain nationalisme « conservateur » – je devine qu'il n'endosserait pas lui-même ce terme –, en lutte contre le multiculturalisme, et un certain réformisme social-économique, qui cherche à résoudre les contradictions fondamentales du modèle québécois sans pour autant le démanteler. On pourrait le dire autrement : Facal vient de ressaisir ici, dans une perspective souverainiste, le courant politique le plus vivant du Québec actuel, qui a cherché à prendre forme à quelques reprises à l'ADQ, qui s'est exprimé au moment de la crise des accommodements raisonnables et qui peut et doit être aujourd'hui récupéré par le mouvement souverainiste si celui-ci veut redevenir une grande coalition nationaliste.

C'est à partir de ce livre que devraient désormais réfléchir les leaders souverainistes. Si le souverainisme officiel n'est pas complètement dévitalisé, ce qui est loin d'être certain, il reconnaîtra dans ce livre le cadre nécessaire à sa recomposition politique. En fait, *Quelque chose comme un grand peuple* devrait représenter la prochaine ligne de démarcation entre un souverainisme vieillissant accroché à une génération boomer n'en finissant plus de fantasmer sur le Québec progressiste et le souverainisme de ceux qui pourront reprendre en main sérieusement la lutte nationale québécoise. Il faut ajouter que la proposition de Facal a l'avantage de pouvoir se formuler dans l'espace politique actuel, sans exiger une reconfiguration en profondeur de l'espace politique. Autrement dit, son projet dispose déjà d'une organisation politique qui pourrait l'accueillir. En clair, Facal vient d'établir un programme qui pourrait l'amener à la tête du Parti québécois. Facal est probablement un des seuls hommes politiques québécois qui ait aujourd'hui la stature d'un homme d'État. Les Français aiment bien faire d'un nom de famille une doctrine, et je me permettrai de faire de même : le facalisme est probablement l'avenir du souverainisme.

Mathieu Bock-Côté*

NOTES

* Mathieu Bock-Côté est candidat au doctorat en sociologie à l'Université du Québec à Montréal.

[1] J. Facal, *Quelque chose comme un grand peuple*, p. 13. Les prochaines références à cet ouvrage sont indiquées entre parenthèses dans le corps du texte.